

Chômage et politique d'emploi

Amélioration du marché du travail

En 2016, la Bretagne connaît une inflexion de la demande d'emploi. Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A diminue de 4,7 %, après huit années de hausse progressive. La baisse est plus modérée en intégrant l'activité réduite. L'embellie bénéficie plus particulièrement aux jeunes. En recul de 0,3 point, le taux de chômage breton demeure toujours parmi les plus faibles des régions françaises.

Luc Goutard, Directrice

Sensible diminution du taux de chômage

En Bretagne, le taux de chômage s'élève à 8,5 % fin 2016, soit 0,3 point de moins qu'un an auparavant. La Bretagne reste toujours dans les premiers rangs des régions ayant le plus faible taux de chômage, seulement devancée par les Pays de la Loire (8,3 %). À l'opposé, la région Hauts-de-France présente le taux de chômage le plus élevé (12,1 %). En France métropolitaine, le taux de chômage s'établit à 9,7 % de la population active au 4^e trimestre 2016. Il a diminué de 0,2 point en un an (*figure 1*).

À l'échelon départemental, l'Ille-et-Vilaine connaît la situation la plus favorable avec un taux de chômage de 7,8 % (-0,2 point). Le Finistère (8,8 %) et le Morbihan (9,0 %) affichent les baisses les plus marquantes (-0,4 point). Le département des Côtes-d'Armor (9,0 %) présente une baisse modérée de 0,1 point. Au niveau des zones d'emploi, le taux de chômage le plus bas se situe toujours dans celle de Vitré (5,6 %). À l'inverse, le taux de chômage est supérieur au taux national dans quatre zones d'emploi bretonnes : Guingamp (10,7 %), Carhaix-Plouguer (10,1 %), Lorient (9,8 %) et Morlaix (9,8 %) (*figure 2*).

Baisse du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A

Entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2016, le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité dans le mois (catégorie A) a progressivement diminué pour atteindre 152 200 personnes en Bretagne (soit 7 515 inscrits en moins sur un an). Cette baisse s'établit à 4,7 % et est supérieure à celle enregistrée en France métropolitaine (-3,0 %). Après un ralentissement en 2015 (+2,9 %, après +6,1 % en 2014), le nombre de demandeurs d'emploi a ainsi fléchi en 2016, pour la première fois depuis 2007. Cette baisse vaut pour les quatre départements bretons, de -6,1 % dans le

Morbihan à -3,2 % dans les Côtes-d'Armor.

En intégrant les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite au cours du mois (catégories B et C), la baisse est plus mesurée. Le nombre d'inscrits tenus de rechercher un emploi s'établit à 266 600 personnes (-0,5 % sur un an, soit -1 280 inscrits). En effet, et dans la continuité des deux années précédentes, les demandeurs d'emploi en catégorie C (activité réduite longue, plus de 78 heures dans le mois) ont fortement progressé (+6 940 personnes sur un an). Les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C se situent entre -1,5 % dans le Morbihan et +0,7 % en Ille-et-Vilaine. En France métropolitaine, la demande en catégories A, B ou C est restée quasi stable (-0,1 %), en lien pour partie avec l'augmentation du nombre d'inscrits en catégorie C (*figure 3*).

Le nombre de seniors demandeurs d'emploi augmente à nouveau

L'amélioration sur le marché du travail bénéficie plus aux hommes qu'aux femmes des catégories A, B ou C (-2,2 % contre -1,1 %). Elle concerne principalement les jeunes, dont le nombre d'inscrits en catégories A, B ou C baisse de 7,2 % en un an. À l'inverse, le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus continue de progresser. Fin 2016, la Bretagne compte ainsi 62 500 demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus inscrits en catégories A, B ou C. Ce nombre a augmenté de 5,0 % en un an (+10,5 % en 2015).

En fin d'année 2016, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée a augmenté de 0,4 %, pour s'établir à 44,5 % de l'ensemble des inscrits en catégories A, B ou C. Alors que les inscrits depuis deux ans ou plus voient leur nombre augmenter de 5,7 %, c'est l'inverse pour les durées d'inscription comprises entre un an et deux ans (-5,4 %). Ces évolutions contraires pourraient résulter de la montée en charge

du plan « 500 000 formations supplémentaires ».

Hausse des formations pour les demandeurs d'emploi

En 2016, on compte 46 400 entrées en formation des personnes en recherche d'emploi, soit 13 600 formations supplémentaires (données provisoires). Entre fin décembre 2015 et fin décembre 2016, le nombre demandeurs d'emplois en catégorie D (qui regroupe les demandeurs d'emploi non disponibles pour rechercher un emploi, en arrêt maladie, en congé maternité ou en formation) est ainsi passé de 15 900 à 19 250, soit un accroissement de 3 350 personnes.

Le dynamisme des formations des demandeurs d'emploi repose pour une large part sur le plan dit « 500 000 formations supplémentaires » avec une attention particulière aux demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés et de longue durée.

Moins d'entrées en contrats aidés

Plutôt ciblés sur les publics les plus éloignés du marché du travail, les dispositifs de la politique de l'emploi prennent notamment la forme d'aides à l'emploi. En 2016, les évolutions sont différentes selon les mesures et la population ciblée, mais plutôt orientées à la baisse (*figure 4*).

Créés en novembre 2012, les emplois d'avenir sont montés en charge durant les deux années suivantes. Le nombre d'emplois d'avenir signés ou reconduits a diminué en 2016 (2 210, après 2 550 en 2015). Contrats d'insertion destinés aux jeunes, la grande majorité des emplois d'avenir relève des associations et du secteur public (collectivités, Éducation nationale). Depuis octobre 2016, les prescriptions sont réservées aux seules demandes de renouvellement, afin de sécuriser la trajectoire des jeunes en emploi d'avenir qui souhaitent poursuivre

chez le même employeur ou chez un nouvel employeur.

Le contrat unique d'insertion (CUI) est un contrat qui associe formation et aide financière pour faciliter l'embauche de personnes sans emploi éprouvant des difficultés sociales ou professionnelles d'accès à l'emploi. Dans le secteur marchand, le nombre d'embauches de contrats initiative emploi (CUI-CIE) a diminué : 3 510 recrutements contre 4 300 en 2015. Ce rythme des entrées reste toutefois supérieur à celui des années antérieures (environ 1 800 entrées annuelles entre 2012 et 2014). Dans le

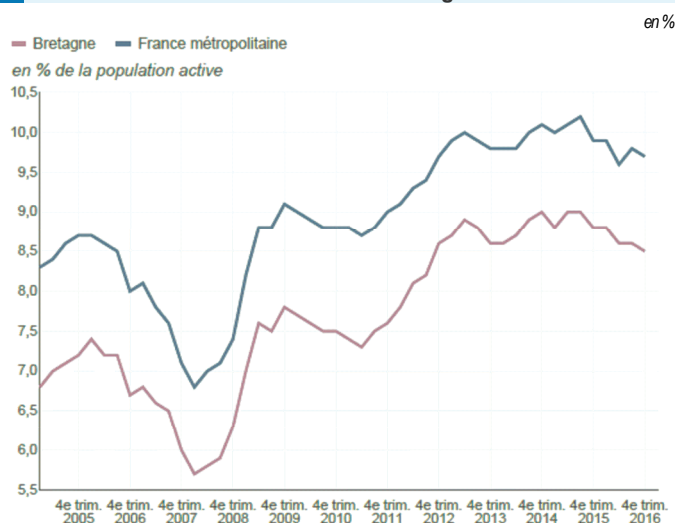
secteur non marchand, les recrutements sont restés relativement stables, près de 10 800 entrées en contrat d'accompagnement à l'emploi (CUI-CAE). Parallèlement, le nombre de bénéficiaires est passé de 9 600 à 9 900 entre fin décembre 2015 et fin décembre 2016.

Les contrats d'insertion dans la vie sociale (Civis) s'inscrivent en baisse depuis 2014 (4 430 entrées, contre 5 430 en 2015 et 7 500 en 2014), en raison de la montée en charge de la Garantie jeunes.

En ce qui concerne l'apprentissage, contrat de travail dont la spécificité est l'alternance de périodes en organisme de

formation et de périodes de travail en entreprise, les recrutements augmentent en 2016 dans le secteur privé. Le nombre total d'entrées atteint 12 530 (+ 2,3 %), après le redressement enregistré en 2015 (+ 2,8 %). Ce dynamisme résulte du plan de relance de l'apprentissage, avec notamment la création au 1er juin 2015 d'une aide complétant les dispositifs existants en faveur des très petites entreprises embauchant de jeunes apprentis. ■

1 Évolution trimestrielle du taux de chômage



Notes : données CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

2 Taux de chômage par département

en % de la population active

	2015 T4	2016 T1	2016 T2	2016 T3	2016 T4 (p)	Évolution 2016T4/2015T4 (en points de %)
Côtes-d'Armor	9,1	9,1	8,9	9,0	9,0	-0,1
Finistère	9,2	9,1	9,0	9,0	8,8	-0,4
Ille-et-Vilaine	8,0	8,0	7,8	7,8	7,8	-0,2
Morbihan	9,4	9,4	9,1	9,1	9,0	-0,4
Bretagne	8,8	8,8	8,6	8,6	8,5	-0,3
France métropolitaine	9,9	9,9	9,6	9,8	9,7	-0,2

p : données provisoires.

Notes : données CVS.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

3 Demandeurs d'emploi en fin de mois

	Demandeurs d'emploi au 31/12/2016 (en milliers)		Évolution 2016/2015 (en %) (1)	
	Catégories A, B, C	Catégorie A	Catégories A, B, C	Catégorie A
Hommes	126,8	79,4	-2,2	-6,1
Femmes	139,7	72,8	1,1	-3,2
Moins de 25 ans	39,9	22,5	-7,2	-11,5
25 à 49 ans	164,2	90,0	-0,7	-5,6
50 ans ou plus	62,5	39,6	5,0	2,0
Inscrits depuis un an ou plus	118,6	nd	0,4	nd
Bretagne	266,6	152,2	-0,5	-4,7
France métropolitaine	5 546,7	3 529,6	-0,1	-3,0

nd : données non disponibles.

(1) : évolution de l'indicateur entre le 31/12/2015 et le 31/12/2016.

Note : données brutes.

Sources : Pôle emploi ; DARES.

4 Nombre d'entrées dans les principales mesures d'accompagnement et d'aide à l'emploi

	2015	2016 (p)	Évolution 2016/2015 (en %)
Contrats en alternance			
Contrats d'apprentissage du secteur privé	12 254	12 534	2,3
Emplois aidés du secteur marchand			
Contrat unique d'insertion - Contrat initiative emploi (CUI-CIE)	4 299	3 510	-18,4
Emplois d'avenir	421	335	-20,4
Emplois aidés du secteur non marchand			
Contrat unique d'insertion - Contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE)	10 643	10 774	+1,2
Emplois d'avenir	2 129	1 876	-11,9
Mesures d'accompagnement des jeunes			
Contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS)	5 433	4 426	-18,5

p : données provisoires.

/// : absence de donnée due à la nature des choses.

Note : extraction en mai 2017.

Source : DARES.

Avertissement : l'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données, y compris pour les estimations du taux de chômage, le niveau d'emploi intervenant dans le calcul du dénominateur du taux de chômage.